



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

46 | 2013

L'espace du politique en Allemagne au XIX^e siècle

Bernadette Angleraud, *Lyon et ses pauvres. Des œuvres de charité aux assurances sociales 1800-1939*

Collection L'Histoire du social, Paris, L'Harmattan, 2011, 344 p. ISBN : 978-2-296-56508-1. 35 euros.

Antony Kitts



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4494>

DOI : 10.4000/rh19.4494

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2013

Pagination : 215-217

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Antony Kitts, « Bernadette Angleraud, *Lyon et ses pauvres. Des œuvres de charité aux assurances sociales 1800-1939* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 46 | 2013, mis en ligne le 13 janvier 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4494> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.4494>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Bernadette Angleraud, *Lyon et ses pauvres. Des œuvres de charité aux assurances sociales 1800-1939*

Collection L'Histoire du social, Paris, L'Harmattan, 2011, 344 p. ISBN : 978-2-296-56508-1. 35 euros.

Antony Kitts

RÉFÉRENCE

Bernadette Angleraud, *Lyon et ses pauvres. Des œuvres de charité aux assurances sociales 1800-1939*, collection L'Histoire du social, Paris, L'Harmattan, 2011, 344 p. ISBN : 978-2-296-56508-1. 35 euros.

- 1 Dans la lignée de ses précédents travaux¹, l'historienne Bernadette Angleraud propose une nouvelle approche de la société lyonnaise à travers le prisme de la pauvreté. Elle retrace les contours d'une histoire de la prise en charge privée des plus pauvres. Considérée comme la « Capitale de la Charité » ou la « Ville des aumônes » par ses contemporains, Lyon s'affirme comme une ville en plein essor : de près de 90 000 habitants en 1800, elle atteint plus de 570 000 à la veille de la Seconde Guerre mondiale. C'est cette période qu'a choisi d'étudier l'auteure dans une perspective qui s'articule autour de quatre moments.
- 2 Dans une première partie consacrée au premier XIX^e siècle, l'auteure étudie les réponses assistantielles des élites face aux nouveaux défis sociaux nés avec l'industrialisation qui s'accompagne d'une pauvreté plus massive et plus visible, vue comme une menace pour l'ordre bourgeois. Après l'épisode révolutionnaire, le contexte politique est favorable à la renaissance et à l'émergence de nouvelles œuvres dont les finalités s'éloignent peu de ce qu'elles étaient sous l'Ancien Régime, selon deux logiques spatiales complémentaires. D'une part, celles qui ont pour cadre d'intervention la paroisse (41 % des œuvres) où la figure du curé s'impose comme l'interlocuteur privilégié

(providences destinées aux orphelins). D'autre part, celles qui agissent à l'échelle de la ville visant un public spécifique grâce à un personnel plus œcuménique où s'investit l'élément féminin (Institution des jeunes filles incurables d'Ainay). Car ces œuvres constituent aussi un lieu de sociabilité où s'opère un brassage entre anciennes et nouvelles élites, expression à la fois d'une position sociale et d'une insertion dans la vie de la cité.

- 3 Après cette période de reconquête, Bernadette Angleraud décrit la maturation de la bienfaisance dans un contexte politique et économique favorable. Sous le Second Empire où l'Église s'affirme comme un pilier du nouveau régime, les œuvres trouvent « la légitimité qui leur manquait » (p. 75). Sous l'impulsion de l'archevêque De Bonald, sensible à la question sociale, cette alliance du trône et de l'autel s'accompagne d'une floraison de nouvelles sociétés de bienfaisance (35 œuvres) dont l'organisation se rationalise et se perfectionne autour d'un personnel compétent et élargi disposant davantage de ressources. Ces moyens renforcés proviennent d'une bourgeoisie d'affaires (les Guimet, les Gillet, les Dugas) qui applique à ces œuvres les principes capitalistes et partage les responsabilités entre le mari au sein du conseil d'administration et l'épouse dans le comité des dames. Cet engagement féminin repose sur un large consensus dans une société où, il est vrai, le paternalisme semble moins prégnant qu'ailleurs, faisant de l'activité charitable le « pré carré » des femmes (p. 121). Ces logiques d'intervention s'étendent dès lors à l'ensemble de la ville, et particulièrement aux périphéries populaires (La Guillotière, La Croix-Rousse). L'action caritative cible de nouveaux champs d'intervention comme le logement (Cité de l'Enfant Jésus), l'enfance en danger (Société protectrice de l'Enfance) et l'action humanitaire (Croix-Rouge).
- 4 Avec l'affirmation de la République anticléricale, le monde des œuvres entre dans une phase de tensions. La question sociale devient un enjeu majeur pour le nouvel État républicain qui renoue avec la tradition révolutionnaire à travers ce que Colette Bec a dénommé la « trilogie assistantielle » (lois de 1893 sur l'assistance médicale gratuite, de 1904 sur les enfants assistés et de 1905 sur l'assistance aux vieillards infirmes et incurables)². Dans ce contexte de concurrence entre bienfaisance publique et charité, l'action caritative semble à première vue entrée dans une phase défensive, mais elle fera mieux que résister, en demeurant l'un des piliers de l'assistance locale. Car paradoxalement, « c'est lorsque la charité semble la plus menacée qu'elle parvient à quadriller la ville avec le plus d'efficacité » (p. 149), à tel point que certains ont pu parler de « Belle Époque des œuvres ». Ainsi, sur le terrain, si ces années ont connu des compromis et des collaborations entre le public et le privé, ce sont également des années de concurrence entre catholiques et républicains sous-tendues par les enjeux idéologiques autour de la scolarité et de la famille. À cet égard, le temps libéré par l'école devient un champ de confrontation directe entre les deux camps : d'un côté, les œuvres confessionnelles s'attachent à diffuser la morale chrétienne (patronages) ; de l'autre, les acteurs publics développent les colonies de vacances. C'est durant ces années également que surgit durablement un paternalisme social jusque-là étranger au paysage lyonnais : dans le quartier de Montplaisir, les frères Lumières et leurs épouses sont à l'origine de nombreux services médico-sociaux (crèche, clinique).
- 5 Passé le temps de la guerre et de l'union nationale, l'Entre-deux-guerres constitue une nouvelle étape pour les acteurs privés. Au moment où l'État consacre la prédominance de la prévoyance sur l'assistance (lois de 1930 sur les assurances sociales, de 1932 sur

les allocations familiales), le monde de la bienfaisance se recompose en profondeur : plus de la moitié des œuvres nées avant la guerre disparaît. Mais, sous l'influence du catholicisme social qui trouve alors sa pleine expression et son principal relais autour de la revue *La Chronique sociale*, nombre d'entre elles réussissent à se maintenir et à s'adapter au prix d'un double effort de déconfectionnalisation et de professionnalisation, recentrant leurs actions au plus près des nouvelles périphéries de l'est lyonnais (Villeurbanne, Vénissieux). La jeunesse est une cible privilégiée, notamment à partir des années 1930 avec l'émergence de l'Action catholique spécialisée (JEC, JOC et JAC). Esquissées avant la guerre, approfondies sous la municipalité Herriot, de nouvelles collaborations entre acteurs publics et privés (fondation Rockefeller) voient le jour dans les domaines de la protection de l'enfance et de la santé dont le symbole est la création de l'École d'infirmières et de visiteuses de Lyon et du Sud-Est en 1923.

- 6 En cherchant à saisir la problématique de l'assistance « comme un pôle de cristallisation dans la vie de la cité » dans une ville qui a vu naître le catholicisme social, l'auteure a donc réussi son pari et enrichi une histoire de l'assistance privée encore trop peu étudiée à l'échelle locale³ ; celle-ci aurait cependant gagné à un traitement cartographique et statistique dans lequel les assistés auraient dû trouver toute leur place. Centrée sur l'histoire des œuvres privées, cette étude n'oublie pas pour autant de les replacer dans le cadre de l'assistance en général, décortiquant les relations souvent tendues entre la bienfaisance publique et la charité. Mais plus que ces rivalités, ce sont les complémentarités et surtout les stratégies d'adaptation entre le public et le privé qui ressortent de ce panorama historique et qui font ainsi l'originalité de la société lyonnaise, bien qu'on les retrouve peu ou prou dans d'autres grandes villes⁴.

NOTES

1. Bernadette Angleraud, *Les boulangers lyonnais aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Éditions Christian, 1998 ; Bernadette Angleraud et alii, *Lyonnaises d'hier et d'aujourd'hui*, Lyon, Éditions Bellier, 2005.

2. Colette Bec, *Assistance et République : la recherche d'un nouveau contrat social*, Paris, Éditions ouvrières, 1994.

3. Olivier Vernier, *D'espoir et d'espérance. L'assistance privée dans les Alpes maritimes au XIX^e siècle, 1814-1914*, Nice, Éditions Serre, 1993.

4. Yannick Marec, *Bienfaisance communale et protection sociale à Rouen (1796-1927). Expériences locales et liaisons nationales*, Paris, La Documentation française/Association pour l'histoire de la Sécurité Sociale, 2002, tome 2, p. 665-825.